

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

changements d'adresse:  
GSSA, CP 1515, 8031 Zurich  
gssa@gssa.ch

GSSA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSSA Journal N° 123 Juin 2020

## une Suisse sans armée

Nous en avons tiré  
des leçons.

Contre le prochain virus  
se transmettant par voie  
aérienne, nous ferons ...

... appel à l'armée  
de l'air!



## Édito

Chère lectrice, cher lecteur,

Comme un peu partout ailleurs, la pandémie a chamboulé le quotidien du GSsA. Nous avons dû annuler bon nombre de manifestations telles que la Marche de Pâques, les réunions des groupes régionaux ainsi que notre assemblée générale. Nous avons toutefois continué de faire entendre notre opinion, que ce soit en ligne ou, début mars, dans les rues, comme vous pourrez le lire dans l'un des autres articles qui figurent sur cette page. Nous nous sommes également intéressé-e-s à la pandémie elle-même : nous vous proposons à la page 3 un article sur la mobilisation de l'armée et sur les véritables menaces qui nous guettent.

Le confinement a également retardé le dépôt des signatures pour le référendum contre les avions de combat ainsi que le lancement du référendum contre la révision de la loi sur le service civil. Vous trouverez plus de détails à ce sujet et sur l'actualité politique suisse aux pages 4 et 5. À la page 6, nous jetterons un œil par-delà nos frontières vers les frontières extérieures de l'Union Européenne et vers les États-Unis. Ces derniers souhaitent en effet réintégrer les mines terrestres à leur arsenal de guerre. Bien entendu, nous procéderons à une vue d'ensemble des exportations de matériel de guerre suisse, mais sachez d'ores et déjà qu'elles sont inquiétantes. Nous finirons, aux pages 7 et 8, sur une touche de mystère en évoquant l'affaire Crypto AG, les IMSI-catcher et la fiche du GSsA.

Nous vous souhaitons bonne santé et bonne lecture !  
Judith Schmid et l'équipe de rédaction

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## Ce n'est que partie remise

(ab) En raison de la crise sanitaire actuelle, nous avons été contraints de devoir reporter notre assemblée générale qui devait avoir lieu le 26 avril 2020 au restaurant Kreuz de Soleure.

Nous espérons pouvoir vous rencontrer cet automne afin de revenir sur les actions que nous avons menées cette année. Cette fin d'année sera également marquée par l'approche des votations notamment sur le service civil et notre initiative contre le commerce de guerre.

Nous serons donc très heureux de vous retrouver le 25 octobre 2020 à Soleure et nous vous enverrons prochainement une invitation ainsi que le programme officiel de la journée.

### EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

## Les vies humaines passent avant les profits

2019 a été une année record pour l'industrie de l'armement, dont les exportations ont augmenté de 43% par rapport à l'année précédente. Des militant-e-s du GSsA ont protesté contre ce business de la mort lors de la conférence de presse du SECO.  
Par Nadia Kuhn

Le 3 mars 2020, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a présenté les chiffres des exportations de matériel de guerre de 2019. En dépit des lamentations du lobby de l'armement selon lesquelles les « réglementations sévères en matière d'exportation » feraient souffrir l'industrie suisse de l'armement, la Suisse a exporté des armes d'une valeur de 728 millions de francs en 2019. Cela correspond au volume d'exportation le plus important depuis l'année record de 2011. Les exportations d'armes sont intrinsèquement

problématiques puisque les armes sont produites pour éliminer des vies humaines. Autant que possible et aussi rapidement que possible. Les livraisons d'armes vers des États en guerre ou qui violent systématiquement les droits humains sont d'autant plus inquiétantes. Ainsi, la Suisse a continué de livrer des armes à des pays impliqués dans la guerre au Yémen, tels que l'Arabie saoudite ou le Bahreïn.

Cette conférence de presse ne s'est toutefois pas déroulée aussi calmement que ne l'aurait souhaité le SECO. Des militant-e-s du GSsA venu-e-s des quatre coins de la Suisse se sont rassemblé-e-s pour protester contre cette augmentation massive d'armes vendues à l'étranger. Devant l'entrée du centre de presse, nous avons rappelé aux participant-e-s que les exportations d'armes ne sont pas de simples chiffres dans un dossier du SECO : ces exportations tuent des êtres humains.

Action des activistes du GSsA contre la croissance massive des exportations d'armes par la Suisse. (Image: GSsA)



### ENAAAT

## Uni-e-s contre l'industrie de l'armement

La réunion annuelle du Réseau européen contre le commerce des armes (Enaat en anglais) s'est tenue à Amsterdam cette année. Par Adi Feller

Avant l'entrée en vigueur des restrictions de voyage liées au coronavirus, une délégation du GSsA s'est rendue en train à Amsterdam fin février. Les réunions annuelles de l'Enaat sont organisées chaque fois dans une ville européenne différente. Ces rencontres sont une bonne occasion de rencontrer des personnes et de découvrir des organisations qui s'engagent pour la paix. Cette année, nous avons été invité-e-s par la Campagne tegen Wapenhandel, une organisation néerlandaise. Le premier soir, nous avons assisté à une discussion sur l'engagement contre le commerce des armes, suivie de questions et interventions passionnantes du côté du public. Les deux jours suivants, les discussions et présentations ont eu lieu dans un cadre plus intime. Les rapports annuels des différentes organisations étaient particulièrement intéressants. Ces dernières ont présenté leurs activités dans leurs pays respectifs, de l'Espagne à la Suède en passant par l'Angleterre et la République

tchèque. Bien entendu, nous nous sommes aussi penché-e-s sur l'évolution de la situation en Europe de manière globale. Ces perspectives nous ont été présentées par des militant-e-s actifs et actives à Bruxelles qui s'efforcent de contrer le lobbyisme agressif de l'industrie de l'armement par une politique de paix efficace.

### Journée d'action au niveau européen

L'échange au sujet des campagnes en cours et de l'évolution de la situation dans le domaine des exportations d'armes dans les régions en crise était particulièrement enrichissant. Les actions contre les navires saoudiens transportant des armes (cf. dernier numéro du journal du GSsA) constitue un des plus beaux exemples d'activités coordonnées. Des livraisons d'armes ont ainsi pu être évitées, ce qui constitue un résultat positif très concret. Nous avons beaucoup parlé de la journée commémorative qui rappelle le début de la guerre au Yémen il y a cinq ans. Dans le cadre de cette journée, diverses actions ont mobilisé des gens dans toute l'Europe. Ce genre d'actions et l'échange à ce sujet renforcent notre mouvement et nous motivent pour ces prochaines années.

Action en ligne contre l'implication de la Suisse dans la guerre du Yémen. (Image: GSsA)



### ACTION EN LIGNE

## « War in Yemen – Made in Europe »

Tandis qu'une grande partie de la population mondiale luttait contre le coronavirus, la guerre au Yémen fêtait son triste 5<sup>ème</sup> anniversaire le 25 mars. Le GSsA a participé à une journée d'action qui s'est tenue dans toute l'Europe. Par Laura Riget

Depuis 2015, une guerre sanglante fait rage au Yémen. Elle a déjà coûté la vie à près de 100'000 personnes, dont 12'000 civil-e-s. 24 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire. Dans ce pays, se protéger des bombes et trouver de quoi se nourrir est plus important que la distance sociale et se laver les mains. Cette guerre ignorée a encore plus sombré dans l'oubli ces dernières semaines.

Afin de continuer à faire pression sur les politicien-ne-s et dénoncer ce conflit malgré la situation exceptionnelle en Europe, une journée d'action contre la guerre au Yémen a eu lieu cette année aussi – mais en ligne cette fois-ci. Des organisations pacifistes et de défense des droits humains des quatre coins de l'Europe ont participé à cette journée intitulée « War in

Yemen – Made in Europe ». L'Europe, mais aussi la Suisse, ont en effet une importante part de responsabilité dans cette tragédie. Cela fait des années que les pays européens exportent des armes d'une valeur de plusieurs milliards d'euros vers cette région. Au premier trimestre 2020, le SECO a autorisé des exportations d'armes d'une valeur totale d'un million de francs vers l'Arabie saoudite, le pays qui dirige l'offensive militaire au Yémen. Le Bahreïn et les Émirats arabes unis, deux autres pays qui participent à la guerre, ont également importé des armes helvétiques.

Dans toute l'Europe, les gens étaient appelé-e-s à publier des photos d'eux sur les réseaux sociaux accompagné-e-s de revendications telles que « Pas de soutien à la coalition de guerre menée par l'Arabe saoudite » ou « Mettons fin aux exportations d'armes vers les pays impliqués dans la guerre au Yémen ». Le GSsA aussi a participé à cette action pour critiquer le commerce des armes suisses et l'hypocrisie de la majorité politique avec, comme toujours, l'espoir que cette année sera la dernière.

MOBILISATION DE L'ARMÉE

## L'armée au temps du coronavirus

L'armée a envoyé 5000 soldats pour soutenir les institutions civiles dans la lutte contre Covid-19. Elle a reçu beaucoup d'éloges et d'encouragements pour cela. Mais les critiques n'ont pas tardé. Faisons le point. Par Magdalena Küng

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la manière dont la Suisse l'a gérée nous occuperont encore longtemps. Au début de la crise, il y avait un large consensus sur le fait que l'État devait mobiliser toutes les forces à sa disposition pour combattre la pandémie. Lorsque l'armée a proposé de soutenir les autorités civiles, la plupart des gens ont réagi de façon très positive. Nombre d'entre eux se réjouissaient de voir que l'armée servait bel et bien à quelque chose. Peu de temps après, cependant, les premières réactions négatives sont apparues. Au vu du haut risque d'infection, les troupes auraient contribué à propager le virus. Elles auraient donc été plutôt un fardeau qu'un soulagement pour les autorités civiles, et dans la plupart des cas, elles n'ont pas eu à intervenir. Même quelques représentants du groupe Giardino ont estimé que l'armée n'était pas adaptée pour combattre le virus.

### La mobilisation : pas une mauvaise idée, mais pas une bonne non plus

En général, les critiques peuvent être subdivisées en trois grandes catégories : la mobilisation était-elle nécessaire ? L'armée est-elle utile lorsqu'il s'agit de combattre une pandémie ? Et la mobilisation a-t-elle été mise en œuvre de façon adéquate ? La réponse à la première question est assez simple. A posteriori, on peut supposer que le déploiement de l'armée n'a pas influencé le cours de la crise de manière

significative. Le système de santé ne s'est pas effondré ; les frontières n'avaient pas grand besoin d'être contrôlées puisqu'il n'y avait quasiment plus personne dehors ; et c'est la société civile qui s'est chargée de s'occuper des personnes isolées. Toutefois, le fait qu'il n'y ait pas fallu plus de personnel soignant est davantage lié à la pandémie elle-même, qui, en Suisse, a été moins grave que ce que l'on craignait. Prendre toutes les précautions possibles à titre prophylactique, tout particulièrement dans un pays qui s'accroche au service militaire obligatoire et aussi à l'armée comme s'il s'agissait d'un Saint Graal institutionnalisé – n'était pas une erreur.

Mais la question de savoir si l'armée était vraiment apte à la lutte et à l'endiguement du covid-19 conduit au deuxième point de critique. Cette question doit être abordée de manière

différenciée. Selon le dernier décompte, l'armée dispose de 26'000 personnes réparties dans des troupes qui pourraient être utilisées dans des situations autres que des opérations de combat. Il s'agit en particulier des troupes sanitaires et de sauvetage, de la défense NBC, de la logistique, de la police militaire et des troupes du génie civil. Toutefois, au sein de ces troupes, il y a probablement bien moins de personnes dont la formation militaire peut être utilisée directement dans une situation de menace non-militaire.

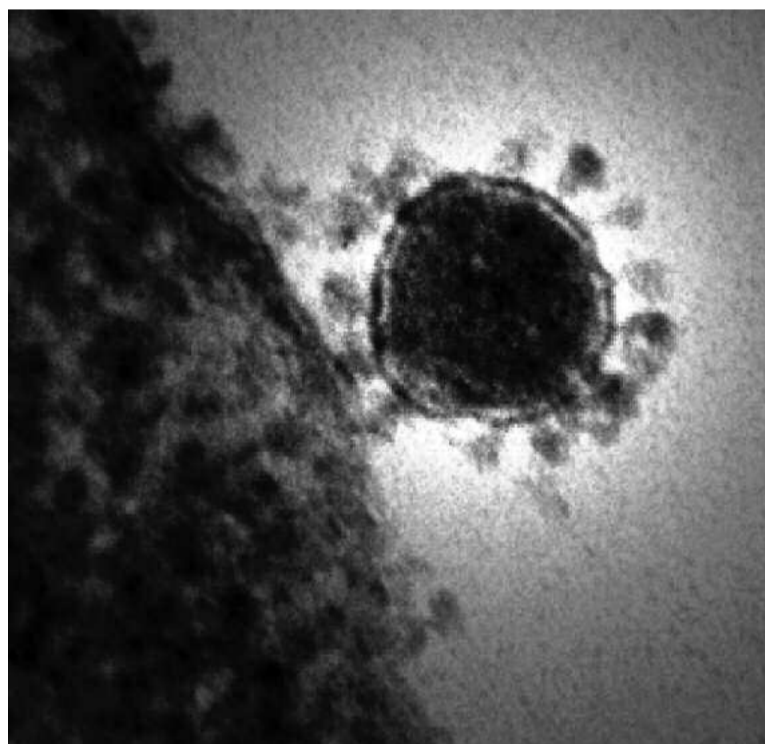
### L'armée n'est pas la bonne solution.

L'armée dispose certes de capacités de mobilisation extrêmement efficaces, mais ses structures sont inadaptées aux opérations civiles. Cela s'explique entre autres par le fait qu'il n'y a pas de dispositions concernant la compatibilité

des obligations privées, familiales ou professionnelles avec le service obligatoire – ce qui conduit inévitablement à des défaillances qui doivent être couvertes par des systèmes extérieurs à l'armée. Pour les menaces non-militaires, les forces armées ne peuvent donc souvent offrir qu'un transfert, mais pas un soulagement global.

Le dernier point de critique concerne surtout le travail médiatique – très important – que l'armée a réalisé ces derniers mois. Elle a réussi à faire en sorte que les 4000 civilistes actifs dans les secteurs social, sanitaire et scolaire et qui, grâce à leur expérience et à leur connaissance des systèmes respectifs, étaient en mesure d'assumer des fonctions d'assistance, restent pratiquement invisibles. Le déploiement de la protection civile est également resté en arrière-plan. Il est clair que le DDPS dispose de plus de ressources pour améliorer son image auprès du public. Reste à savoir s'il est justifié de glorifier son rôle à ce point...

Une menace réelle face à laquelle les armées sont inadaptées. (Crédits d'images page 8)



SCÉNARIOS DE MENACE

## Un échec monumental

La crise du coronavirus n'est pas venue de nulle part, elle était prévisible. Et pourtant nous étions très mal préparé-e-s. À cause de notre politique de sécurité fixée sur des scénarios de menaces irréalistes, nous avons échappé de peu à une catastrophe. Par Andreas Weibel

Depuis de nombreuses années, des expert-e-s nous ont averti que, tôt ou tard, une pandémie allait se déclarer. Au cours des 20 dernières années, nous y avons échappé de peu à trois reprises. Dans le rapport de gestion des risques publié par l'Office fédéral de la protection de la population de 2015 figure un avertissement très clair : une pandémie (accompagnée d'une pénurie d'électricité d'une certaine durée) représente la plus grande menace pour la Suisse. On peut lire dans ce même rapport qu'une pandémie se déclare en moyenne tous les 30 à 100 ans. Statistiquement, il était grand temps qu'il y en ait une.

### Préparation désastreuse

Les politicien-ne-s de sécurité bourgeois-e-s et le DDPS n'ont pas pris au sérieux leurs propres

expert-e-s. Le résultat : l'armée a fermé sept de ses huit hôpitaux militaires ces dernières années. Et le dernier hôpital militaire encore ouvert, celui d'Einsiedeln, ne répond pas aux normes pour le soin de patients durant une pandémie, contrairement à ce qui avait été déclaré jusque-là. Le service sanitaire de la protection civile a été supprimé en 2004. La Suisse ne disposait pas d'une quantité suffisante de matériel de protection et n'était pas en mesure d'en produire elle-même. De même, elle n'avait pas de lits supplémentaires en soins intensifs.

Durant quelques semaines en mars et en avril, le destin de la Suisse menaçait de basculer. Si le Conseil fédéral n'avait pas agi rapidement et instauré des restrictions courageuses de la vie publique, si la population n'avait pas fait face à cette crise avec beaucoup de responsabilité et de solidarité, si le virus avait été un peu plus contagieux ou que le nombre d'hospitalisations avait été plus haut<sup>1</sup>, si le virus n'était pas quasiment inoffensif pour les jeunes dans la plupart des cas, si la situation à Wuhan et en Italie du Nord ne nous avait pas alertés, si nous n'avions pas pu importer du matériel de protection de Chine en dernière minute, le système de santé

suisse se serait effondré et nous aurions dû faire le deuil de dizaines de milliers de personnes.

Les politicien-ne-s qui s'occupent de la politique de sécurité avaient d'autres priorités. Nous avons massivement investi des ressources pour nous préparer à une guerre aérienne avec l'Autriche, mais nous n'étions pas prêt-e-s à mettre assez de ressources à disposition du personnel de santé afin qu'il puisse lutter pour la vie de tou-te-s les patient-e-s en cas de pandémie. Nous avons stocké des chars de grenadiers, mais pas des masques, des mitraillettes, mais pas de respirateurs. Chaque année, nous avons appris à tirer à des milliers d'hommes mais pas à soigner.

### Se protéger contre ce qui nous menace

Les pandémies ne sont pas la seule menace que les politicien-ne-s qui s'occupent de la politique de sécurité ont ignoré jusqu'ici. Un tremblement de terre pourrait par exemple toucher la Suisse à tout moment et causer la mort de dizaines de milliers de personnes. Ou un train rempli d'acide chlorhydrique pourrait avoir un accident en Valais ou sur l'arc lémanique, tuant ainsi des personnes dans un rayon de 2,5 km. La catastrophe climatique entraînera des vagues de chaleur, des pénuries d'eau et des feux de forêt comme la Suisse n'en a jamais connus.

Il est tout bonnement insensé de dépenser des milliards pour des avions de combat de luxe qui ne répondent à aucun scénario de menace plausible. La Suisse ne mènera pas de guerre aérienne contre l'Autriche dans un futur proche. Nous ferions mieux d'investir dans ce qui nous protégera réellement. Faisons en sorte que l'industrie valaisanne produise son chlore sur place. Construisons un réseau électrique décentralisé et durable, qui nous mette à l'abri des pénuries d'électricité. Et préparons-nous pour la prochaine pandémie. Car des virus plus dangereux que le Covid-19, il y en aura certainement.

<sup>1</sup> La rougeole est environ 10 fois plus contagieuse que le covid-19, et les coronavirus précédents étaient 30 fois plus mortels

SWISSCOY

## Une participation militaire qui s'éternise

Le Conseil fédéral veut augmenter l'effectif maximal du contingent à 195 militaires dès avril 2021. Le Parlement se prononcera sur ce projet durant les prochaines sessions. De son côté, la commission de politique de sécurité du Conseil national a déjà proposé d'approuver les propositions du Conseil fédéral. *Par Aline Bressoud*

Selon le Conseil fédéral, « la situation politique et sécuritaire du Kosovo est telle que la présence de la KFOR est encore requise pour y garantir la stabilité et la sécurité ». Cet argument sécuritaire a permis depuis plus de 20 ans de justifier une présence militaire au Kosovo. La Suisse participe ainsi depuis 1999 à des opérations de maintien de la paix via un contingent de militaires volontaires – la Swisscoy – qui se

retrouve au sein de la KFOR, une force armée multinationale qui est mise en œuvre par l'OTAN.

Depuis plus de 20 ans, le GSsA dénonce ce partenariat entre la Suisse et l'OTAN. Le néomilitarisme mondial institué sous l'égide de l'OTAN a toujours privilégié les intérêts des puissances qui la composent.

### Un argument sécuritaire fallacieux

L'argument sécuritaire est donc le leitmotiv pour justifier un engagement militaire au Kosovo. Or, si la situation sécuritaire n'a que très peu évoluée ces dernières années, c'est justement en partie à cause de cet engagement de troupes armées internationales, qui constitue une mise sous tutelle paternaliste. Les forces armées se substituant aux acteurs locaux em-

pêchent le développement des autorités du pays ainsi que la reconnaissance de ces dernières par la population locale. Cet aspect révèle la position incohérente de la Suisse qui a été l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance du Kosovo et donc du monopole de la violence légitime par les autorités locales, or, en s'engageant militairement pour assurer le pouvoir étatique, elle lui refuse en partie ce monopole. Cet engagement n'est finalement qu'une vaine tentative d'autolégitimation de l'armée suisse. Il est en réalité impératif de transférer les moyens octroyés pour la présence militaire vers des projets civils de coopération au développement. Des investissements dans les domaines de la formation et de la sécurité sociale sont les uniques moyens pour garantir la stabilité des autorités locales.

LOI SUR LE MERCENARIAT

## Pilatus et la politique extérieure suisse

La sécurité juridique et la sécurité des contrats sont des principes importants et il est plus que cynique de les utiliser pour légitimer des services et exportations douteux. Or, c'est exactement ce que fait l'entreprise Pilatus. *Par Magdalena Küng*

« Nous ne pouvons tout simplement pas disparaître ». C'est la réponse que donnait l'été dernier Oscar Schwenk, président du conseil d'administration de l'entreprise productrice d'avions Pilatus. La NZZ lui avait demandé si l'entreprise n'aurait pas dû mettre fin déjà depuis longtemps à la collaboration avec les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite. En effet, les avions d'entraînement que Pilatus avait vendu aux deux pays sont encore soumis à des

contrats de maintenance. Que ces deux mêmes pays participent activement à la guerre au Yémen ne semble pas déranger Pilatus. Pour le DFAE, la maintenance fournie par l'avionneur constitue un soutien logistique à des forces armées au sens de la loi fédérale sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger (LPSP). Ce soutien n'étant pas compatible avec les buts de politique extérieure de la Suisse, il a été interdit par le département des affaires étrangères. L'aviateur s'est défendu contre cette décision du DFAE en attirant l'attention des médias. En invoquant la sécurité juridique pour les entreprises exportatrices, Pilatus s'est fait de nombreux amis au Parlement. Certains demandent même un ajustement de la LPSP.

### Distinction artificielle

Toute cette histoire montre qu'il est ridicule que les « biens militaires spécifiques » ne soient pas considérés comme du matériel de guerre. Les avions d'entraînement de Pilatus font partie de cette première catégorie, ce qui permet à l'entreprise de les exporter vers des pays tels que l'Arabie Saoudite ou les Émirats Arabes Unis. En effet, les conditions d'exportation pour les « biens militaires spécifiques » sont plus souples que celles du matériel de guerre. La décision du DFAE de ne pas autoriser ces exportations parce qu'elles ne sont pas compatibles avec les buts de politique étrangère de la Suisse fait apparaître au grand jour toute l'absurdité de l'existence de cette catégorie de biens.

MITHOLZ (BE)

## Un bourbier hautement explosif

Ce n'est pas la première fois que le passé de l'armée suisse refait surface. L'exemple le plus récent est celui des 3500 tonnes de munition qui sont encore enfouies à Mitholz. Mais ce n'est pas le seul : la pollution des lacs par des déchets de l'armée a elle aussi des conséquences néfastes sur notre écosystème, et ce jusqu'à aujourd'hui. *Par Lewin Lempert*

En 1947, une terrible explosion survient dans un entrepôt de munitions à Mitholz dans la Vallée de la Kander. Lors de cette catastrophe, les munitions n'ont pas toutes explosé et 3500 tonnes se trouvent toujours sous les éboulis. Pendant plus de 70 ans, les autorités compétentes, surtout celles du DDPS, ont estimé que l'on pouvait tout simplement laisser les explosifs là où ils étaient. Or, en 2018, le verdict tombe : il existe un risque accru de nouvelles explosions violentes. Début 2020, le DDPS a décidé que les 170 habitant-e-s de Mitholz devraient quitter leur village pendant 10 ans afin que l'on puisse procéder à un assainissement du territoire, dont les coûts s'élèveraient à un milliard de francs selon des estimations actuelles.

### Lacs suisses pollués

Les restes de munitions de Mitholz ne sont toutefois pas la seule source d'inquiétude. En

effet, plusieurs tonnes de matériel dont l'armée s'était jadis sciemment débarrassée se trouvent au fond de nombreux lacs suisses. Jusqu'à présent le DDPS avait toujours assuré que ces munitions étaient enterrées sous des couches sédimentaires, qu'ils étaient ainsi protégés et qu'il était inutile de les récupérer. Or, selon la NZZ, des caisses de munitions ouvertes ont été découvertes dans le Lac Léman. Celles-ci provenaient d'une entreprise de munitions privée, n'étaient pas recouvertes de sédiments et se situaient à seulement 150 mètres d'une source d'eau potable. D'après des estimations officielles, entre 150 et 1000 tonnes de munitions se trouveraient dans le Lac Léman, mais personne ne sait combien y gisent exactement. Ces révélations préoccupantes ont poussé le DDPS à procéder à une nouvelle analyse de la situation dans d'autres lacs suisses et à réévaluer s'il ne vaudrait pas mieux récupérer le matériel explosif qui s'y trouve. Personne ne connaît le prix de cette opération ou qui devra en endosser les coûts. Il semblerait que l'armée ne connaisse pas encore le principe pollueur-payeur. Car il est assez clair que les coûts de l'assainissement devraient être intégrés au budget de l'armée, même si cela empêche l'achat de quelques avions de combat. Une biodiversité intacte et la protection de la population devraient en valoir la peine.

Mitholz après l'explosion de 1947.  
(Image: Archives de l'Etat de Berne, BB 14.1.408)



ÉTAT DES LIEUX

## Référendum sur le service civil

(kp) L'existence du service civil est le résultat d'un combat long et difficile. Malgré les lourdes peines qu'ils encouraient, un nombre croissant d'hommes refusaient chaque année de servir dans l'armée. Le service civil n'a même pas encore fêté son 25ème anniversaire que les forces bourgeoises et conservatrices essaient déjà de l'affaiblir. Le Conseil fédéral a présenté plusieurs durcissements, dont le mot d'ordre semble être : Une fois que vous êtes dans l'armée, vous devez y rester.

La crise du coronavirus a provoqué l'annulation de la session parlementaire de printemps. Les dossiers ayant été reportés, le durcissement de la loi sur le service civil n'a pas encore été décidé. Par conséquent, il n'existe donc pas encore de délai pour le référendum. Mais cela n'empêche que, dans les coulisses, ce dernier se prépare.

Cette crise sanitaire a démontré que les chars et les missiles ne sont d'aucune utilité contre un virus. Au lieu d'une attitude militariste, il faut des alternatives civiles, qui sont déjà bien maîtrisées dans les professions sociales. En effet, un part importante des milliers de personnes effectuant leur service civil disposent déjà d'une telle formation et connaissent très bien le système de santé.

Dès que le Parlement se réunira à nouveau et qu'il décidera de durcir les conditions d'accès au service civil, le référendum sera définitivement lancé. Une première action, en soutien au service civil a déjà eu lieu à Pâques : des dizaines de personnes se sont exprimées contre les durcissements prévus autour du slogan « Sauvons le service civil ».

INITIATIVE CONTRE LE COMMERCE DE GUERRE

## Les vies valent plus que les profits, point.

Alors que le financement de matériel de guerre atteint de nouveaux sommets, le Conseil national a refusé notre initiative contre le commerce de guerre. C'est donc l'occasion de revenir sur le fonctionnement de la chaîne du commerce de guerre, au cœur de notre initiative et de se demander quel sera l'impact de la crise du coronavirus sur nos exigences. Par Thomas Bruchez

Plus de 10 milliards de francs ! C'est le montant investi par les banques suisses dans les entreprises productrices de matériel de guerre américaines. Nombre d'entre elles produisent également des armements nucléaires, dont la législation suisse interdit le financement direct. Révoltant ? Certainement et bien plus encore lorsque Guy Parmelin, conseiller fédéral en charge de l'économie, affirme qu'« il est faux d'arguer que l'interdiction de financement qui existe actuellement dans la loi sur le matériel de guerre est trop faible. » C'est ainsi que, grâce à ce genre d'affirmations fallacieuses, les pro-

fits ont une fois de plus triomphé sur les vies humaines en mars dernier, par 120 voix contre 71, le Conseil national refusant l'initiative contre le commerce de guerre.

**Les tensions Iran – USA, un cas d'école**  
Revenons un peu en arrière. Nous sommes en 2008 et l'entreprise Northrop Grumman cherche à vendre ses drones Global Hawk. Northrop Grumman est une entreprise étatsunienne qui réalise 87% de son chiffre d'affaires dans le domaine de l'armement et participe à la production d'armements nucléaires. Elle est notamment financée par UBS et Crédit Suisse. Afin de vanter les mérites de ses drones au Pentagone, l'entreprise présente alors un scénario de conflit avec l'Iran supposé se produire durant la période 2015-2020. Visiblement convaincu par cet argument, le Pentagone en achète 157. En juin 2019, un drone Global Hawk est abattu au-dessus du détroit d'Ormuz. Donald Trump donne son feu vert à des frappes de représailles avant de se raviser –

l'argument de vente manque tout juste de devenir réalité. Quelques mois plus tard, une frappe de l'armée américaine tue dix leaders militaires iraniens. Dans les cinq jours qui suivent, la valeur de Northrop Grumman bondit de 8%. Crédit Suisse possédant 310'150 actions de l'entreprise, on peut estimer que la banque a empoché plus de 12 millions de dollars durant cette même période. Quant aux caisses de pension, elles en ont certainement également profité, étant donné que les titres de Northrop Grumman représentent 0,13% du MSCI World, l'un des indices les plus répliqués au monde.

Cette histoire est un véritable cas d'école pour expliquer le fonctionnement de la chaîne du commerce de guerre : les investisseurs-euses investissent dans des fonds qui comportent les titres d'entreprises d'armement, ces entreprises utilisent ce capital pour produire du matériel de guerre, le vendent à des Etats ou des belligérants et ceux-ci l'utilisent dans des conflits. Résultat : d'un côté les investisseurs-euses

et les entreprises d'armement s'enrichissent, de l'autre des gens meurent ou sont contraints de fuir leur pays.

### La crise du coronavirus, un coup de pouce pour les investissements durables ?

L'une des critiques les plus souvent adressées aux fonds de placements durables est qu'excluant certains types d'investissements, ils sont moins diversifiés et donc plus fébriles. Or, la crise du coronavirus démontre le contraire, les indices durables ayant connu une chute plus faible que les autres indices boursiers. Ainsi, le MSCI SRI a perdu 10,76% de sa valeur durant le mois de mars, contre 13,17% pour le MSCI World. Cela donnera certainement un coup de pouce aux investissements durables, dont le volume a explosé ces dernières années en Suisse, passant de 71,3 milliards en 2017 à 233 milliards de francs en 2019. Cela constitue aussi une nouvelle preuve de l'applicabilité de notre initiative. À nous donc de préparer une campagne convaincante pour faire gagner cette initiative réaliste et plus que jamais nécessaire !

INITIATIVE CORRECTRICE

## Le Conseil fédéral présente son contre-projet

Comme nous l'avons annoncé dans le dernier numéro du Journal du GSsA, le 20 mars dernier, le Conseil fédéral a mis en consultation deux variantes de contre-projet indirect à l'initiative correctrice.

Par Moritz Lange

Les deux variantes proposées correspondent à peu près à ce à quoi nous nous attendions. La première variante prévoit d'inscrire dans la loi

les critères d'autorisation tout comme la dérogation pour les pays qui violent gravement et systématiquement les droits humains.

Un élément est toutefois surprenant : la compétence dérogatoire accordée au Conseil fédéral. En effet, cette première variante prévoit que le Conseil fédéral peut s'écarter des critères lorsque des « circonstances exceptionnelles le justifient ». Ce serait notamment le cas si l'industrie suisse de l'armement était grave-

ment en danger. En clair, cela signifie que le Conseil fédéral pourrait utiliser le droit d'urgence pour livrer des armes à des pays en guerre civile ou à des pays qui utilisent des armes contre la population civile. Et tout cela juste pour que l'industrie des armes puisse gagner plus d'argent.

### Une meilleure variante

Même la maxime de Brecht « D'abord la bouffe ensuite la morale » ne peut être appliquée ici. Car il ne s'agit pas de « bouffer ». La Suisse serait aussi riche que maintenant sans l'industrie de l'armement, personne ne mourrait de faim. Non, le but est bien plus de maximiser le profit et ce, sans aucun scrupule. Le fait que le Conseil fédéral veuille autoriser cela est choquant et est à refuser de manière déterminée. L'argument sans cesse rabâché d'une industrie suisse « en danger » ne justifie

aucunement le fait de livrer des armes à des pays en guerre civile ! D'ailleurs, si l'on se tourne vers les nouveaux chiffres des exportations de matériel de guerre, il apparaît clairement que cette branche peu glorieuse est loin de souffrir.

La deuxième variante du contre-projet est bien meilleure. Celle-ci prévoit de régler les critères d'autorisation dans la loi et permettrait ainsi d'utiliser l'instrument du référendum pour s'opposer à d'éventuels changements par le Conseil fédéral. Dans cette même variante, le Conseil fédéral renonce à la dérogation pour les États qui violent les droits humains et à l'octroi de compétences dérogatoires au Conseil fédéral.

Pour le GSsA et pour la Coalition contre les exportations d'armes vers les pays en guerre civile, il est clair que l'initiative ne serait retirée qu'en faveur de la deuxième variante. L'initiative correctrice ne demande déjà pas grand-chose, alors nous tiendrons à ce peu de choses et ne laisserons personne nous l'enlever !



Dépôt de l'initiative correctrice l'année dernière. (Image: GSsA)

RÉFÉRENDUM CONTRE LES AVIONS DE COMBAT

## La victoire est possible

La crise du coronavirus a fait en sorte que le délai pour le dépôt du référendum contre les avions de combat a dû être reporté. Les 80'000 signatures n'ont donc pu être déposées qu'à la mi-juin. Malgré cela, la votation se tiendra le 27 septembre déjà.

Par Lewin Lempert

L'exceptionnelle phase de récolte de signatures pour le référendum contre les nouveaux avions de combat aura été quelque peu freinée par la crise sanitaire. La Chancellerie fédérale a suspendu les délais pendant un mois et demi environ. La récolte de signatures a donc elle aussi dû être interrompue et le référendum a été déposé à la Chancellerie à la mi-juin seulement. Néanmoins, ce retard n'est pas tellement problématique car, selon une enquête qui n'a pas encore été publiée, le projet aurait de bonnes chances d'être refusé. Ce sondage mené en automne 2019 par l'institut sotomo révèle

que 47% de la population s'opposent à l'acquisition de ces nouveaux avions de luxe. De plus, la crise du coronavirus nous a montré qu'en tant que société, nous devons impérativement nous préparer à des scénarios de menace réalistes. La réaction à des situations d'urgence, à des catastrophes ou à des cyberattaques ainsi que la lutte contre la crise climatique n'en sont que quelques exemples. Si nous investissons des milliards dans l'achat de nouveaux avions de combat, nous n'aurons pas assez d'argent pour affronter ces problèmes. Par ailleurs, compte tenu de l'augmentation du taux de chômage dû à la crise du coronavirus et des salaires trop bas dans les métiers essentiels mis en évidence par celle-ci, une dépense de 6 milliards pour des avions de combat est de très mauvais goût. Le comité référendaire s'active donc à préparer cette votation de façon optimale afin que nous puissions fêter une victoire aux urnes en septembre.

MINES ANTIPERSONNEL

## As smart as Donald

Lorsque des mines antipersonnel explosent, les blessures qu'elles occasionnent sont souvent mortelles ou du moins très graves et permanentes. Elles touchent souvent les individus les plus vulnérables de la société, les enfants. Depuis 2014, les États-Unis ont renoncé à l'utilisation et à la commercialisation de ce genre de mines. Cela pourrait changer avec Donald Trump au pouvoir. Par Judith Schmid

Depuis le début de son mandat, Donald Trump a fait un bon nombre de choses incompréhensibles. Malgré cela, il arrive toujours que des an-

nonces de la Maison Blanche nous coupent le souffle. Ce fut le cas fin janvier 2020 lorsque Trump annonça vouloir réautoriser ses troupes à utiliser des mines antipersonnel car l'armée américaine serait en situation de désavantage sérieux, selon le président américain.

### Armes prosrites

La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel de 1997, plus connue sous le nom de Convention d'Ottawa, a marqué un premier pas vers un refus d'utiliser ce type de mines. La Convention interdit l'utilisation, la production, le stockage, ainsi que le transfert de ce type de

mines. Certes, comme de nombreuses conventions, celle-ci ne va pas aussi loin que l'on pourrait l'espérer. Elle n'inclut pas, par exemple, les mines antichar et d'autres types de mines. Cependant, ce document a permis de réduire de façon significative le nombre de victimes de mines antipersonnel au cours des 20 dernières années.

À ce jour, 164 États ont ratifié cette Convention. Des grandes puissances telles que la Chine et la Russie n'en font pas partie, tout comme les États-Unis. Malgré la pression exercée sur lui, Barack Obama n'a pas voulu la ratifier non plus. En 2014, il a néanmoins donné l'ordre de détruire les stocks dont disposait l'armée américaine et interdit à ses troupes d'utiliser ce type de mines. Seule exception : la frontière entre les deux Corées.

### Armes « intelligentes » ?

Les États-Unis veulent donc garder la possibilité d'utiliser des mines antipersonnel dans des « circonstances exceptionnelles ». La Maison Blanche souligne vouloir utiliser uniquement des « mines progressistes, s'autodétruisant », qui ne blessent pas les civils. Cela paraît aussi absurde qu'un tweet de Donald Trump. Les armes intelligentes n'existent pas. En effet, il n'existe aucune garantie face aux mines non-explosées et aucune garantie non plus que les mines s'autodétruiront comme prévu. De nombreux rapports d'organisations non-gouvernementales le confirment : ce genre d'« armes autodestructrices » tuent, blessent et terrorisent la population civile partout dans le monde.

FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'UE

## Combattons les causes de la fuite, pas les migrant.es !

Réarmement intérieur et fermeture des frontières extérieures : c'est ainsi que l'on peut résumer la politique de sécurité de l'Union européenne ces dernières années. Celles et ceux qui demandent une protection sont renvoyés. Par Nadia Kuhn

Ce sont des scènes choquantes qui ont eu lieu aux frontières extérieures de l'Union européenne. Après que la Turquie a déclaré qu'elle ne retiendrait plus les migrant.e.s qui veulent se rendre en Europe, plusieurs milliers de personnes sont parties pour la Grèce. Les forces de l'ordre présentes aux frontières ont utilisé des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogène pour repousser les réfugiés. Médecins sans frontières a rapporté qu'un membre des garde-côte grecs aurait pointé avec une arme sur un bateau rempli d'enfants, de femmes et d'hommes. Des vidéos montrant des bateaux à moteur essayant délibérément de faire chavirer des canots pneumatiques remplis de migrant.es ont également fait le tour des réseaux sociaux.

Or, les réactions des gouvernements européens ont été encore plus inquiétantes que les images. Face à cette catastrophe humanitaire, la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré que les frontières extérieures de l'Europe seraient protégées « avec toutes les mesures nécessaires ».

Elle remercia également la Grèce d'agir en tant que « bouclier européen » et l'a enjointe à tenir ses positions. Cette rhétorique belliqueuse suggère que ces personnes qui cherchent une protection sont en réalité dangereuses et constituent une menace pour l'UE.

### Renvois simplifiés grâce aux « pactes migratoires »

Cette réaction est une suite logique à l'évolution de la politique de sécurité de l'Union européenne ces dernières années. Celle-ci se compose d'une part du plan d'action européen de la défense et de la coopération structurée permanente, qui encourage le réarmement intérieur. Elle se concentre d'autre part sur la sécurisation et la progression des frontières extérieures de l'Europe. Le but est que les personnes en quête de protection ne viennent pas en Europe, mais soient retenue.s aux frontières extérieures. Les « pactes migratoires » conclus avec des États tiers constituent l'instrument central de cette stratégie.

L'accord entre l'UE et la Turquie, signé en mars 2016, est un exemple typique de ce genre de pactes. L'aspect central de cet accord est que les migrant.e.s qui arrivent en Grèce via la Turquie sont renvoyé.e.s en Turquie après un semblant de procédure. L'accord prévoit toutefois que seules les personnes qui n'ont jamais posé le pied sur le sol européen peuvent



En pleine action contre des réfugié.e.s – scène inquiétante à Mytilini, Lesbos. (Image : Jojo Schulmeister)

être expulsées. L'accord est donc également à l'origine des camps désespérément surpeuplés sur les îles grecques, où plus de 42'000 demandeurs et demandeuses d'asile sont contraints de vivre dans des conditions inhumaines. Depuis 2009, l'Union européenne a investi près de 1,3 milliards d'euros dans la recherche sur le contrôle des frontières et sur la façon de

repousser les migrant.e.s. Dans le même temps, le programme italien de sauvetage des réfugiés « Mare Nostrum » qui ne coûtait que 100 millions d'euro par an a dû être interrompu, car l'Union européenne refusait l'octroi d'aides financières. Pourtant, il serait grand temps de combattre les causes de la fuite et non les migrant.e.s !

MATÉRIEL DE GUERRE

## Des exportations d'armes

Alors que les exportations d'armes suisses semblent se diriger vers un nouveau record, des armes suisses qui avaient été livrées à la Turquie se retrouvent en Libye. Par Adi Feller

Dans un port, des armes sont déchargées d'un navire turc. En soi, cela n'a rien d'extraordinaire. Si ce n'est que ce port se trouve en Libye, un pays auquel l'ONU a imposé un embargo sur les armes. Cela ne semble pourtant pas déranger le président turc Recep Tayyip Erdoğan que des troupes et des armes en provenance de la Turquie arrivent à Tripoli pour

soutenir l'une des nombreuses factions dans la guerre civile complexe qui règne dans le pays. Parmi ces armes, on trouve des canons de 35 mm du fabricant suisse Oerlikon Bührle, ou Rheinmetall Air Defense, de son nom actuel.

Ce n'est pas la première fois que des armes suisses sont découvertes en Libye. Des munitions produites par la RUAG, ainsi que des lance-grenades de B&T, mais aussi des canons d'Oerlikon ont déjà pu être identifiés dans ce pays en guerre civile. Or, les canons antiaériens peuvent également être utilisés contre des cibles au sol, telles que des maisons où se

trouvent des civils. Cela montre une fois de plus que la Suisse n'a tout simplement aucun contrôle sur le matériel de guerre qu'elle exporte. Si l'on veut garantir qu'aucune arme ne se retrouve entre de mauvaises mains, il faut empêcher toute exportation.

### Augmentation massive des exportations

Or, les exportations de matériel de guerre en provenance de la Suisse ne semblent malheureusement pas aller dans cette direction. Au premier trimestre 2020, la Confédération exportait du matériel de guerre d'une valeur de près de 400 millions de francs, selon des chiffres publiés récemment par le SECO. La Suisse a exporté pour plus de 111 millions de francs suisses des armes à destination de l'Indonésie,

un pays qui est régulièrement accusé de bafouer les droits de l'homme.

En d'autres termes, nous assistons à une augmentation des exportations d'armes de 220% au cours du premier trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente. Si cette tendance se poursuit, ce qui semble malheureusement être le cas, une nouvelle année record pourrait être atteinte. Et ce alors que l'industrie de l'armement se plaint depuis des mois du manque de commandes et de ces « mauvais » résultats. Nous verrons dans quelle mesure ces nouveaux chiffres influenceront les discussions parlementaires autour du contre-projet à l'initiative correctrice. Nous ferons tout notre possible pour que la tendance des exportations ne puisse pas se poursuivre de la sorte.

ESPIONNAGE

## Affaire crypto: le retour

L'affaire crypto a révélé au grand jour que, pendant des décennies, la Suisse a soutenu les services secrets de renseignements étrangers dans leurs activités d'espionnage. Quiconque croit que cela n'arrive plus aujourd'hui se trompe. Les technologies sont différentes, mais le procédé est le même.

Par Martin Parpan

Lorsque l'on utilise un portable, celui-ci communique constamment avec une antenne téléphonique. Désormais, « un IMSI-catcher » peut être installé entre le téléphone mobile et l'antenne de l'opérateur. Le téléphone identifie ce dispositif comme étant une antenne téléphonique, ce qui permet d'intercepter ou même de perturber la communication. Il peut sembler judicieux d'intercepter les communi-

cations, par exemple pour prévenir les attaques terroristes. Malheureusement, ce n'est pas la seule utilisation possible de ce logiciel de surveillance. Il existe un danger que les États utilisent cette technologie pour écouter ou surveiller les opposant-e-s au régime. En d'autres termes, les principes démocratiques fondamentaux peuvent être mis à mal par ces nouvelles technologies. La Suisse produit de tels intercepteurs d'IMSI – et veut naturellement les vendre au plus grand nombre de clients possible.

Afin d'empêcher que ces nouvelles technologies ne violent les droits humains et la démocratie, une intervention parlementaire a été soumise au Conseil national: la Confédération devrait, selon la demande, vérifier avant chaque licence d'exportation de technologie de surveillance si le pays destinataire viole les droits fonda-

mentaux ou si la technologie pourrait être utilisée à des fins de répression.

Quiconque examine les listes des pays qui ont importé ce type de dispositifs fabriqués par les entreprises suisses ces dernières années se rend vite compte qu'il est essentiel de porter un regard plus critique sur ces transactions.

Environ trois quarts des exportations sont allées au Pakistan, au Koweït, à l'Indonésie, au Vietnam et au Qatar. Ce sont tous des pays qui n'excellent pas dans le respect des droits humains et de la liberté de la presse.

### Pourquoi devrions-nous nous soucier des droits humains à l'étranger ?

Le côté bourgeois du Parlement s'est strictement opposé à une réglementation plus sévère. Les arguments en faveur de cette opposition sont les mêmes que ceux utilisés contre un contrôle plus strict des exportations de matériel de guerre : si les règles étaient durcies, cette branche de l'industrie serait mise à mal,

ce qui pousserait les entreprises à se délocaliser à l'étranger. Une fois de plus, il semblerait que les intérêts économiques aient plus de poids que les vies humaines. Et on ne peut s'empêcher de penser que l'affaire Crypto AG n'a eu aucun effet d'apprentissage sur la majorité bourgeoise.

L'adage allemand « une fois votre réputation ternie, faites ce que vous voulez de votre vie » s'applique à ce genre de politique, qui se caractérise par l'ignorance et l'hypocrisie. Ignorance, car même les partis bourgeois savent très bien que la technologie exportée est également utilisée contre les êtres humains. Hypocrisie, car ces mêmes politicien-e-s, dans leurs discours du dimanche, font l'éloge de la démocratie comme valeur fondamentale et ce, dans les termes les plus élogieux. Lorsque dans d'autres pays, la démocratie est réprimée à l'aide de technologies suisses, on préfère ne pas s'en rappeler. C'est bien connu, les discours dominicaux ne s'adressent qu'à la population du pays.



CRYPTO AG

## La Neutralité selon Crypto

En février, nous apprenions que la société zougnoise Crypto AG avait appartenu à la CIA et aux services de renseignement allemands (BND). Au moins un conseiller fédéral était au courant. Von Josef Lang

Pendant la campagne pour l'initiative pour une Suisse sans armée, l'un des arguments des opposant-e-s était que la Convention de La Haye de 1907 prévoyait une obligation pour les pays neutres d'être armés. L'abolition de l'armée violerait ainsi la convention et la neutralité. Grâce aux Crypto-Leaks de février 2019, nous avons appris que Crypto AG, qui avait produit des appareils de chiffrement truqués, avait été rachetée en 1970 par la CIA et le BND. Certains cercles bourgeois ont réagi à cette nouvelle en disant que la neutralité avait toujours été un concept relatif.

### Neutralité violée et abusée

Cette réponse est cynique, mais elle banalise surtout fortement cette affaire. En effet, l'utilisation du territoire suisse par des membres de l'OTAN pour des activités d'espionnage constitue une violation de l'article 301 du Code pénal. Celui-ci interdit de recueillir des renseignements politiques, économiques ou mili-

taires au profit d'un autre État. S'ajoute à cela que les appareils truqués n'ont pu être vendus que grâce à l'argument de vente que constitue la neutralité suisse.

L'entreprise Crypto AG a livré ces machines à environ 120 pays, dont la plupart étaient non-alignés et ne faisaient donc confiance ni à Washington, ni à Moscou. Depuis le début des années, 1970, la CIA et le BND avaient ainsi pu écouter les conversations d'États tels que l'Égypte, l'Iran ou l'Argentine. Dans le cas de l'Égypte, les informations ainsi recueillies ont pu être utilisées pour duper le camp arabe lors des négociations de Camp David. L'exemple de l'Argentine est particulièrement tragique : les États occidentaux, notamment le gouvernement Schmidt en Allemagne, savaient que les soldats fascistoïdes torturaient des milliers d'opposant-e-s avant de les faire jeter hors d'un avion au-dessus de l'océan. Ces exemples montrent bien que les « valeurs occidentales » ne valent, en réalité, pas grand-chose.

### Une entreprise entre les mains du PDC puis du PLR

L'un des clients les plus importants de Crypto AG était l'Afrique du Sud. Lorsque les militant-e-s de la gauche alternative zougnoise découvrirent,

en 1982, que la société comptait ce régime d'Apartheid parmi ses clients, ils décidèrent de s'intéresser de plus près à l'usine de Steinhäusern. Il s'avéra alors que Crypto AG avait une préférence pour les maires du PDC. De 1952 à 2002, le parti démocrate-chrétien était représenté au sein du conseil d'administration, parfois par deux personnes. De 1970 à 2002, le président du conseil d'administration était, lui-aussi, du PDC. Puis ce fut le tour du PLR. Georg Stucky, qui fut pendant longtemps conseiller d'État et conseiller national. Il fut membre du conseil d'administration de 1992 à 2016 et président de celui-ci de 2002 à 2016.

Ce fut Stucky, alors conseiller national, qui, en 1994, informa le conseiller fédéral Kaspar Villiger que la société zougnoise appartenait à la CIA. Un an auparavant, Villiger avait fait passer l'achat des avions de combat F/A-18, un projet auquel le GSsA s'était opposé. En début d'année 2020, contrairement à ce que les médias ont pu dire, l'ancien conseiller fédéral du PLR n'a jamais nié de savoir su quelle était la nature des relations entre Crypto AG et la CIA. Son démenti n'était que relatif : selon lui, ces informations n'étaient pas correctes « sous cette forme ». Ce fut d'ailleurs Villiger qui informa Stucky des Crypto-Leaks à venir, début 2020.

La police fédérale, qui à l'époque était chargée de voir ce qui se cachait derrière la « rumeur » d'une participation étrangère à Crypto AG,

n'avait vraisemblablement aucun intérêt à trouver une confirmation de cet état de fait. Jürg Bühler, qui avait dirigé l'enquête à l'époque, est aujourd'hui directeur adjoint du Service de renseignement de la Confédération. Il existe toutefois une preuve que le Conseil fédéral savait ce qui l'attendait. En effet, en décembre 2019, Guy Parmelin, ministre de l'Économie, a suspendu la licence générale d'exportation de la société qui avait succédé à Crypto AG, liquidée en 2018.

Soulevons à présent une question qui n'avait pas suscité beaucoup d'intérêt jusqu'ici : les relations entre Crypto AG, la CIA et le BND ne viennent-elles pas étayer la suspicion que l'armée secrète P-26 était en réalité plus proche de l'OTAN qu'on ne le croyait ? Ici aussi, la neutralité est en jeu.

FICHE

## Rapport matinal du SRC du 21.10.2013 : « La victoire contre l'initiative du GSsA nous a beaucoup réjoui [...] »

Après que nos ami-e-s de droitsfondamentaux.ch, en collaboration avec d'autres organisations, ont révélé au grand jour que le Service de renseignement de la Confédération (SRC) avait surveillé illégalement des organisations politiques, le GSsA a soumis une demande d'accès aux documents qui le concernent. La fiche est finalement arrivée !

Par Michael Christen

Après six mois d'attente, nous avons enfin obtenu une réponse du SRC. Dans la lettre qui accompagnait son envoi, ce dernier souligne qu'il n'y avait pas de fiche sur le GSsA en tant que tel, que notre organisation n'avait donc pas été fichée. Cette « non-fiche » est longue de 49 pages.

Lorsqu'on la lit attentivement, cette « non-fiche » révèle que le SRC ne nous a envoyé que quelques entrées à titre d'exemple. Ainsi, nous n'avons obtenu des informations que sur 18 des 951 documents de la banque de données « GEVER SRC » nous concernant. Les entrées du SRC se lisent comme des ex-

traits de l'histoire du GSsA. On y trouve par exemple une entrée qui mentionne que le GSsA était présent au Gurtenfestival 2010 pour récolter des signatures ou que des militant-e-s de notre association avaient distribué des tracts à la BEA à Berne en 2004.

Des renseignements sur des actions potentielles sont également contenus dans les documents. Un exemple : la police cantonale bernoise avait suspecté que la présence d'Ueli Maurer et de la Patrouille Suisse à la Fête fédérale de lutte et des jeux alpestres à Burgdorf en 2013 pousserait le GSsA à organiser une action sur place. Même chose pour la remise d'étendards en 2017, où il n'était pas exclu que des « figures de proue du GSsA » se rendent à la cérémonie.

La lecture de cette « non-fiche » nous a fait remarquer plusieurs choses. Presque chaque action du GSsA, qu'elle soit autorisée ou spontanée, ainsi que le nombre de participant-e-s ont été notés. Dans la catégorie « potentiel de risque », nous avons par contre eu de la chance, puisqu'il est toujours écrit « LOW RISK ».

### La section de Berne du GSsA fête une victoire partielle devant le Tribunal Fédéral

(mc) Un recours contre la nouvelle loi cantonale sur la police a été déposée auprès du Tribunal fédéral par une vingtaine d'organisations, dont la section bernoise du GSsA, et des particuliers. Cette action a été organisée par les Demokratische JuristInnen Bern (djb ; ndlt : Juristes démocratiques de Berne). Ce recours a été fait contre les dispositions suivantes : la prise en charge des frais lors de manifestations, la justice spéciale pour les gens du voyage, l'usage d'appareils de localisation, ainsi que la menace d'une sanction pénale automatique en cas de renvoi. Le Tribunal fédéral a donné raison aux plaidants sur trois des quatre points. Les cinq juges restent unanimement opposés à l'abrogation des dispositions sur la prise en charge des frais lors des manifestations. Lorsque l'arrêt sera disponible par écrit, les recourants décideront s'ils désirent attaquer le jugement devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Arrêt 1C\_181/2019 du 29 avril 2020

Nos activités sur les réseaux sociaux ont, elles aussi, été surveillées de près. Il ressort par exemple que le 16.04.2018, nous avons critiqué le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann. Et apparemment, le SRC ne sait pas quoi faire des campagnes politiques qui ne sont

ni des initiatives, ni des référendums. Notre campagne de 2015, « Ausgeschossen » a par exemple été classée dans la catégorie « surveillance d'internet : extrémisme de gauche ». Nous avons soumis une demande d'accès complémentaire. Affaire à suivre.



#### Impressum

**Rédaction :** Aline Bressoud (ab), Thomas Bruchez (tb), Michael Christen (mc), Nicolas Félix (nf), Adi Feller (af), Magdalena Küng (mk), Nadia Kuhn (nk), Josef Lang (jl), Moritz Lange (ml), Lewin Lempert (ll), Oger (og), Martin Parpan (mp), Kishor Paul (kp), Laura Riget (lr), Judith Schmid (js, responsable), Tobia Schnebli (ts), Andreas Weibel (aw)

**Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2.** Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.**

**Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 4'800 exemplaires

**Traduction :** Catherine Jost

**Image page 3:** wikimedia.org: File:Middle\_East\_respiratory\_syndrome-related\_coronavirus.jpg

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

## NON AUX MILLIARDS POUR DES AVIONS DE COMBAT ! COMMANDER DU MATÉRIEL MAINTENANT



Nombre	
	Sac en coton
	Autocollant allemand
	Autocollant français
	Autocollant italien
	Pin's
	Drapeau (précommande) Livraison mi-août

Nous envoyons le matériel de campagne gratuitement mais nous nous réjouissons de tout don !



#### Je deviens membre du GSsA

Salarié-e Fr. 100.-  Non-salarié-e Fr. 50.-

#### Don

Fr. ....  Fr. 50.-  Fr. 20.-  Fr. 10.-

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_

NPA \_\_\_\_\_

Lieu \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

E-mail \_\_\_\_\_

Je veux participer activement :  contactez-moi